

Cabinet libéral, hôpital, centre dentaire **OÙ CONSULTER POUR SES DENTS**

Délai à rallonge pour un rendez-vous, acte hors de prix... Se faire soigner correctement les dents relève parfois du parcours du combattant. Pire pour une intervention en urgence. Vers quelle structure se tourner : hôpital, cabinet privé, centre mutualiste ou associatif ?

La France compte 67 chirurgiens-dentistes pour 100 000 habitants. Mais les écarts d'une région à l'autre peuvent être importants. Les territoires les plus sinistrés ? La Bretagne, les Hauts-de-France, la Normandie et le Centre. « Dans les campagnes et dans certaines petites villes, les délais pour obtenir un rendez-vous peuvent aller de trois à six mois, se désole le Dr Patrick Solera, président de la Fédération des syndicats dentaires libéraux (FSDL). Et un nouveau patient peut difficilement accéder à

un chirurgien-dentiste en urgence. » Certes, dans les grandes métropoles, il est possible de recourir aux services d'urgences des hôpitaux ou aux facultés dentaires. Les centres dentaires associatifs et mutualistes reçoivent également des patients, avec des délais plus ou moins raisonnables. Toutefois, chaque établissement a ses spécificités, ses avantages et ses inconvénients. Toutes les structures ne se valent pas et ne pratiquent pas les mêmes types de soins ni les mêmes tarifs. Suivez le guide !

Le dentiste libéral

Il s'agit d'un chirurgien-dentiste qui exerce seul ou dans un cabinet partagé avec un ou plusieurs confrères. Il peut aussi travailler dans des maisons de santé pluridisciplinaires ou dans des communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS), aux côtés de médecins généralistes, de spécialistes, d'infirmiers...

QUEL INTÉRÊT AI-JE À Y ALLER ?

- Le dentiste libéral a l'obligation de répondre aux besoins de ses patients. En effet, en cas d'erreur médicale, de pratique déviante d'ordre professionnel ou comportemental, ou de fraude à la Sécurité sociale, sa responsabilité civile et professionnelle est mise en jeu devant les tribunaux (lire p. 29).

- Il est contrôlé par l'ordre national des chirurgiens-dentistes (ONCD) et par l'Assurance maladie. « Un cabinet libéral, c'est une micro-entreprise, le dentiste a tout intérêt à établir une relation de confiance avec son patient et à prodiguer des soins de qualité pour pérenniser son activité », affirme le Dr Patrick Solera.

- Être suivi par un dentiste libéral permet, en général, d'obtenir un rendez-vous rapide en cas d'urgence.

- Certains libéraux ont choisi de se spécialiser dans des domaines dentaires particuliers tels que l'orthodontie et l'implantologie. « Ils peuvent alors prendre en charge des cas particulièrement complexes et répondre à des demandes très spécifiques », précise le Dr Solera.



Dans un cabinet libéral, les honoraires peuvent être libres et nettement plus élevés qu'en centre.

QUELS SONT LES INCONVÉNIENTS ?

Pour les nouveaux patients, dans les zones sous-dotées en chirurgiens-dentistes, l'accès (même ponctuel) à un praticien libéral peut être jalonné d'embûches. D'une part, la distance à parcourir pour consulter peut être très longue, et décourageante, d'autre part, certains professionnels, déjà surchargés, n'acceptent plus de nouveaux patients.

ET EN TERMES DE TARIFS ?

- Depuis janvier 2020, 70 % des prothèses dentaires sont prises en charge de façon intégrale par l'Assurance maladie et les complémentaires : c'est ce que l'on appelle le « reste à charge zéro » (lire p. 12-15). Pour ces soins prothétiques, les honoraires sont plafonnés et les tarifs sont les mêmes, quel que soit le mode d'exercice du dentiste.

- Concernant l'orthodontie adulte, les facettes ou les implants dentaires, le dentiste libéral a le droit de pratiquer des honoraires libres. Il peut donc être plus cher que le praticien exerçant à l'hôpital ou dans un centre dentaire. Avant tout traitement prothétique, mieux vaut donc se renseigner sur les honoraires pratiqués par le dentiste libéral choisi.

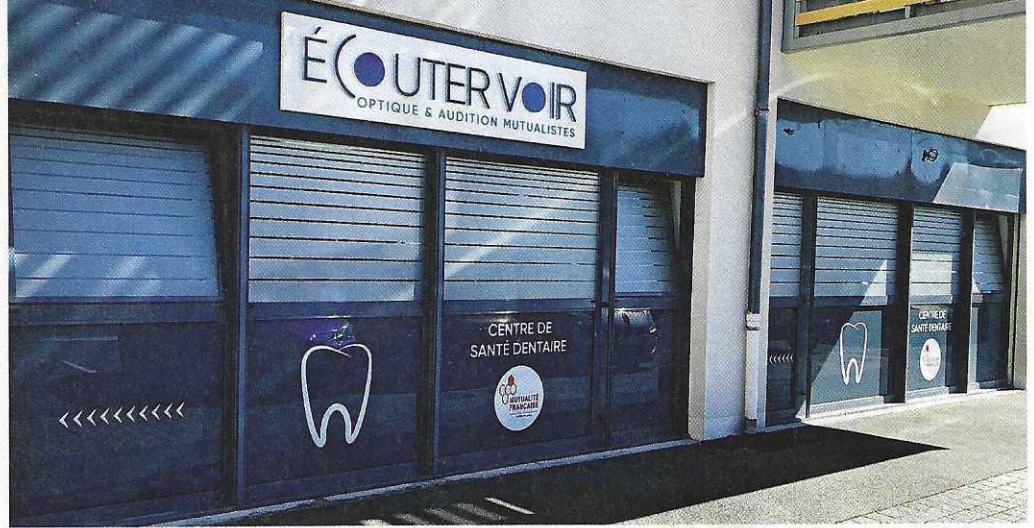
Repères

COMMENT CHOISIR SON DENTISTE ?

- Le bouche-à-oreille reste l'un des moyens les plus sûrs pour trouver un bon praticien.
- Votre médecin traitant peut également fournir les coordonnées de dentistes de confiance.
- Les avis de patients sur Internet peuvent aider à faire son choix, mais ils ne sont pas toujours fiables.
- La qualité d'un dentiste dépend de sa formation : les libéraux ont l'obligation d'inscrire sur leur plaque le nom et le lieu de la faculté où ils ont effectué leur formation initiale. Si les facultés françaises offrent des formations homogènes et de qualité, à l'étranger, toutes les écoles dentaires privées ne se valent pas.
- Outre le diplôme, la dextérité et l'expérience du praticien font la différence. La relation humaine qu'il établit avec son patient est un élément à prendre en compte. Le plus important étant de se sentir rassuré, en confiance.



ISTOCK



Le centre dentaire mutualiste

Il s'agit d'un centre dentaire supposé pratiquer des tarifs avantageux pour les adhérents de mutuelles. Les chirurgiens-dentistes y sont salariés. N'importe qui peut y aller même si le centre est géré par une mutuelle différente de la sienne. Comment le reconnaît-on ? Sur la devanture d'un centre mutualiste figure toujours le logo de la mutuelle qui gère la structure en question.

QUEL INTÉRÊT AI-JE À Y ALLER ?

Pour bénéficier du tiers payant, ce qui n'est pas le cas avec les dentistes libéraux. Vous n'avez pas à avancer la part remboursée par l'Assurance maladie lors d'une consultation dentaire.

QUELS SONT LES INCONVÉNIENTS ?

« En général, les centres mutualistes ont tendance à déléguer les soins complexes (plusieurs implants à mettre en place, par exemple) aux dentistes libéraux. Mieux vaut donc y recourir pour des soins courants. Souvent, les jeunes diplômés débutent dans ces centres avant de se lancer dans l'exercice libéral », souligne le Dr Patrick Solera.

ET EN TERMES DE TARIFS ?

Les soins prothétiques – tels que les couronnes, les facettes et les implants – y reviennent en général moins cher que s'ils sont effectués chez un dentiste libéral.

Le centre dentaire associatif

Ce type de centres nécessite la création préalable d'une association régie par la loi de 1901. Ces centres associatifs sont sous la responsabilité des agences régionales de santé (ARS), ces structures qui pilotent notre système de santé au niveau régional. Comme pour les centres dentaires mutualistes, les chirurgiens-dentistes y sont salariés et les tarifs pratiqués se doivent d'être abordables. Si le nombre de centres dentaires mutualistes a tendance à stagner, les centres associatifs se multiplient. Depuis janvier 2022, 250 nouvelles structures ont été créées en France. Attention : le fait qu'un centre dentaire soit associatif et chapeauté par l'ARS n'est pas une garantie pour le patient. « Sur les 1 500 centres associatifs basés

en France, une majorité fonctionnerait selon des schémas commerciaux antidéontologiques. Ils ne sont pas soumis au code de déontologie, ce qui entraîne des dérives récurrentes : pratiques illégales, surfacturation et méthodes commerciales douteuses », regrette le Dr Solera (lire p. 30-35).

COMMENT JE LE RECONNAIS ?

La vitrine de ces structures affiche clairement les termes « centre dentaire » et le logo de l'entreprise qui les a créés. Comment démasquer une structure malhonnête ? « Si un centre fait de la publicité * et affiche en vitrine des messages du type "tarif premium pour patient premium" ou "implants les moins chers d'Europe", il faut

fuir absolument ! Même chose lorsque l'on n'arrive pas à obtenir le nom du dentiste qui nous a soignés ou qui s'apprête à le faire ! », explique le Dr Thomas-Olivier McDonald, président de l'Union régionale des professionnels de santé (URPS) des chirurgiens-dentistes d'Ile-de-France.

QUEL INTÉRÊT AI-JE À Y ALLER ?

Comme les centres mutualistes, les centres associatifs pratiquent le tiers payant.

QUELS SONT LES INCONVÉNIENTS ?

Plusieurs scandales récents ont mis en exergue des actes inutiles effectués et la tendance à la surfacturation de soins. « Certains examens (radios dentaires) y sont systématiques alors qu'ils ne sont pas nécessaires. Il n'est pas rare de consulter pour une simple carie et de se voir proposer un devis pour plusieurs implants ! », confie le Dr McDonald. Autre problème : le patient peut difficilement se retourner contre son dentiste en cas d'erreur médicale. « Dans certains centres, il peut être soigné par un dentiste différent à chaque rendez-vous. Dans ces conditions, il lui est impossible de se défendre en cas de problème », déplore Shana Aiach, directrice générale de la clinique dentaire Sana Oris.

ET EN TERMES DE TARIFS ?

Le prix des actes non plafonnés (telle la pose d'implants) est censé rester modéré. Mais les mauvaises pratiques aboutissent parfois à un excès de soins et une facture plus salée que prévu.

L'endodontiste

L'endodontiste est un spécialiste de la désinfection intérieure de la dent. Il dispose d'une technicité importante, qui permet de connaître la morphologie unique des dents du patient et de traiter en fonction de celle-ci. On ne consulte ce spécialiste que sur avis de son dentiste.

QUEL INTÉRÊT AI-JE À Y ALLER ?

Lorsqu'il est nécessaire de traiter une dent en profondeur, avant la pose d'une couronne autour de la dent, par exemple. « Aller chez un

LES URGENCES : QUAND S'Y RENDRE ?

Certaines douleurs signalent une infection à traiter rapidement. Sachez les reconnaître et vous diriger vers la structure adéquate.



Peu d'hôpitaux en France gèrent les urgences dentaires. « En semaine, mieux vaut commencer par appeler son dentiste. En général, les praticiens peuvent recevoir un patient en urgence, entre deux rendez-vous. Sinon, il faut contacter les autres dentistes de son territoire, en espérant que l'un d'entre eux puisse vous accorder un rendez-vous, indique le Dr McDonald, chirurgien-dentiste à Rueil-Malmaison (92). Enfin, le week-end, on peut appeler l'ordre départemental des chirurgiens-dentistes afin d'être aiguillé vers le dentiste de garde. »

ON DISTINGUE 4 TYPES D'URGENCES

- Le gonflement de la joue ou de la face (à l'intérieur de la bouche), même sans douleurs. Il s'agit souvent d'une infection dentaire qui se complique, une urgence lourde.
- Après des soins comme une extraction dentaire ou la pose d'implants : la peau du visage qui prend un aspect bleu ou rouge, un gonflement important dans la zone de l'intervention. Selon le type d'acte, ces symptômes peuvent survenir de 24 heures à un mois après le soin.
- Une « rage de dents » (ou pulpite), impossible à soulager avec des antalgiques. Elle peut être liée à une infection et donner lieu à un abcès dentaire pouvant, *in fine*, induire une dévitalisation de la dent concernée. Le patient doit être reçu dans les 24 heures qui suivent les symptômes pour calmer la douleur, en attendant un rendez-vous pour dévitaliser la dent concernée.
- Une prothèse qui se casse, notamment sur une incisive. Il s'agit d'une urgence d'ordre esthétique.

endodontiste permet de réaliser une dévitalisation optimale, dans les meilleures conditions hygiéniques. La dent sera mieux désinfectée et mieux conservée, ce qui diminue le risque d'infection donc d'une réintervention dentaire pour le patient », explique le Dr Anne-Charlotte Flouriot, endodontiste à Paris. Attention, après l'endodontie, le patient s'engage à consulter son dentiste dans les deux mois suivants, au plus tard, afin qu'il protège la dent désinfectée par un pansement ou une couronne.

QUELS SONT LES INCONVÉNIENTS ?

Le prix. Plusieurs raisons à cela : un spécialiste bénéficie d'un matériel très pointu et très

coûteux comme un microscope. De plus, les endodontistes jettent systématiquement leurs outils après chaque intervention pour éviter d'avoir un bout d'instrument vieillissant cassé dans une dent. Le prix s'explique aussi par la formation plus longue des endodontistes par rapport à leurs confrères non spécialisés.

ET EN TERMES DE TARIFS ?

Entre 500 et 1000 € pour l'intervention sur la dent. Certains endodontistes sont conventionnés, donc une partie de l'acte peut être remboursée par la Sécurité sociale. Quoi qu'il en soit, faites toujours établir un devis et soumettez-le à votre mutuelle pour connaître sa participation.

L'hôpital universitaire

C'est une structure au sein de laquelle les étudiants de 4^e, 5^e et 6^e années de faculté dentaire se forment à la pratique sous la responsabilité de leurs professeurs. Des chirurgiens-dentistes y passent également un diplôme universitaire dans différentes spécialités : implantologie, orthodontie... Seuls 1 % des praticiens diplômés y travaillent de façon non exclusive.

QUEL INTÉRÊT AI-JE À Y ALLER ?

N'importe qui peut y aller pour y effectuer des traitements de fond. Mais dans les faits, les populations qui se rendent à l'hôpital pour des soins dentaires sont bien spécifiques. « Il peut s'agir

de personnes dépourvues d'argent, de migrants, ou des patients en "errance thérapeutique", par exemple ceux résidant dans des déserts médicaux », précise le Dr Marc Rosemont, praticien à l'hôpital Louis-Mourier, à Colombes (92). Les hôpitaux prennent également en charge les patients hospitalisés et toutes les personnes handicapées, difficiles à soigner en ville.

QUELS SONT LES INCONVÉNIENTS ?

Lorsque l'on choisit de se faire soigner dans un établissement hospitalier, il faut avoir du temps. « Un problème dentaire traité en quelques semaines dans un cabinet libéral de ville peut prendre plusieurs mois, voire un an, à l'hôpital. Les protocoles de prise en charge sont complets et académiques. Les patients sont soignés par les étudiants : chaque acte effectué doit être validé – et parfois, corrigé – par un professeur », explique le Dr Rosemont. Enfin, les places sont chères : l'hôpital public dispose de peu de moyens et donc de peu de fauteuils pour soigner les dents.

ET EN TERMES DE TARIFS ?

Ils sont raisonnables, y compris sur les actes hors reste à charge zéro comme les implants. ■

HÉLIA HAKIMI-PRÉVOT

* Décision du Conseil constitutionnel n° 2022-998 du 3 juin 2022.

